

Travailler pour la paix en Colombie



Par Maria Josefina Arce.

Un cessez-le-feu déclaré unilatéralement par la guérilla ELN (Armée de libération nationale) est entré en vigueur le 24 décembre, dans un geste de bonne volonté salué par le gouvernement présidé par Gustavo Petro, qui s'est engagé en faveur d'une paix totale en Colombie.

Le ministre de l'intérieur et porte-parole du gouvernement, Alfonso Prada, a déclaré que l'ELN a écouté la communauté favorable à la paix et appelle à une désescalade du conflit dans les différents territoires du pays sud-américain.

Petro a repris le dialogue avec le groupe insurgé, paralysé par son prédécesseur à la Casa de Nariño (siège de l'Exécutif), Ivan Duque. Et pour instaurer un climat de confiance, une première étape a consisté

à suspendre les mandats d'arrêt et d'extradition à l'encontre des négociateurs du groupe afin de les inclure dans le processus politique.

Les deux parties ont déjà tenu un premier cycle de pourparlers à Caracas, la capitale vénézuélienne, qui s'est achevé le 12 janvier. Un deuxième tour est prévu en janvier prochain au Mexique.

Lors de cette première réunion, il a été convenu de faciliter le retour des communautés indigènes Emberá à leurs territoires, dont elles ont été déplacées par la violence.

Mais les autorités colombiennes ont pris d'autres mesures pour faire avancer la paix nécessaire et tant attendue. Elles cherchent à mettre en œuvre les différents aspects de l'accord signé à La Havane en 2016 entre le gouvernement du président de l'époque, Juan Manuel Santos, et l'ancienne guérilla Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple (en espagnol, Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo).

La réforme rurale globale est l'un des points qui attendent toujours d'être mis en œuvre, le gouvernement de l'ancien président Ivan Duque n'ayant jamais progressé dans sa mise en œuvre.

Petro a déjà conclu un accord historique avec la FEDEGAN, la Fédération colombienne des éleveurs de bétail, pour l'achat de trois millions d'hectares de terres qui seront remises à des familles de paysans.

De nombreux obstacles se sont dressés sur la voie de l'accord de La Havane. La juridiction spéciale pour la paix a non seulement été retardée par les objections de Duque, mais a également dû travailler avec un faible budget. De même, il a fallu quatre ans pour que les 16 sièges de paix au Congrès se concrétisent pour les représentants des victimes vivant dans les territoires touchés par le conflit armé.

De plus, la protection des anciens guérilleros favorables à la paix et qui ont déposé leurs armes n'a pas été efficace. Sous le mandat de Duque, plus de 200 personnes ont été tuées.

Bien que le chemin ne soit pas facile - des groupes armés irréguliers opèrent toujours sur le territoire colombien - Gustavo Petro est arrivé à la présidence avec force, déterminé à rechercher enfin la paix en Colombie, une dette envers la société, saignée à blanc par des décennies de conflit armé et une vague de violence.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/309063-travailler-pour-la-paix-en-colombie>



Radio Habana Cuba